

# Contre le rejet de sa politique Macron déchaîne la répression, et après le « grand débat », une « grande conférence sociale »...

**D**écidément, ce n'est pas la honte qui l'étouffe... L'ignominie le disputant au grotesque, le lendemain de l'incendie catastrophique qui a ravagé Notre-Dame de Paris, le président prédicateur en a appelé à la « communion nationale » (cela ne s'invente pas...). Vaine tentative pour essayer de faire oublier la violence d'État déchaînée contre les Gilets jaunes et les manifestations, faire oublier la politique de destruction des services publics, de saccage de l'école et des hôpitaux, de liquidation de toutes les conquêtes sociales...

En quelques minutes, les propriétaires de Total, LVMH, Bouygues, L'Oréal... ont versé des centaines et des centaines de millions d'euros. Et ce sont ces mêmes grands groupes engraisés à coups d'exonérations de cotisations sociales, (donc sur la base du pillage méthodique de la Sécurité sociale), à coups de CICE... c'est ce même gouvernement à leur service qui nous répètent qu'il n'y a pas d'argent et qu'il n'y a donc d'autre issue que de sacrifier les retraites, de renoncer à tout ce que la classe ouvrière a conquis.

## Macron peut bien manœuvrer...

Rien ne peut faire oublier, rien ne peut occulter ce qui se passe dans ce pays depuis plus de cinq mois. Ce samedi 20 avril, une fois de plus, malgré une répression systématique, des dizaines de milliers étaient mobilisés avec une détermination inchangée, exprimant la révolte de larges couches de la population contre ce gouvernement, contre sa politique. Ils rejettent ces institutions antidémocratiques au service de la domination politique du capital, tous les partis qui les incarnent, qui se sont succédés à sa tête et, qu'ils soient de gauche, qu'ils soient de droite, se sont partagés le sale travail.

## Répression et grande concertation pour tenter d'assurer la poursuite du quinquennat

Cherchant à assurer coûte que coûte la poursuite de sa politique, Macron mobilise tout l'arsenal autoritaire, policier de la V<sup>e</sup> République. Dans sa fuite en avant autoritaire, il fait appliquer la loi anti-manifestants qui vient juste d'être promulguée : après Toulouse la semaine dernière, ce samedi 20 avril, à Paris notamment, les gardes à vue arbitraires, la violence d'État ont été employées de manière intensive dans l'objectif évident d'empêcher, d'interdire de fait les manifestations. Et, force est de constater que du côté des directions du mouvement ouvrier, aucune protestation, pas même un communiqué, rien...

Parce qu'il se sent les mains libres, Macron prépare ses annonces pour la sortie du grand débat et la suite de son quinquennat. Au centre de ses annonces, la tenue, dans les prochaines semaines, d'une grande conférence sociale et citoyenne en présence des organisations syndicales, patronales mais aussi d'associations et membres de la société civile.

Quasiment mot pour mot ce qu'annonçait la veille Laurent Berger dans *Le Parisien* : « *Je plaide pour une « conférence du pouvoir de vivre » qui réunirait des acteurs du monde social, écologique, associatif et politique.* » Visiblement, les « solutions » contre les Gilets jaunes sont discutées en haut lieu depuis des semaines.

C'est maintenant une habitude, Berger signe une tribune commune dans le *JDD* avec Hulot, ministre de Macron pendant un an. « *Aujourd'hui, la société est hystérisée, les corps intermédiaires doivent réagir. Nous faisons donc des propositions concrètes* », déclarait Berger à l'AFP.

Et *Les Échos* de conclure : « *Les partenaires sociaux ont beau s'être sentis trahis par l'exécutif, il leur sera difficile de ne pas saisir la perche tendue par Macron* ».

Car tout l'enjeu est là pour Macron et son gouvernement. « *Le président donne le sentiment de vouloir changer de méthode et de laisser du champ au gouvernement, au Parlement et aux partenaires sociaux* », explique Sacha Houlié, député de la Vienne, au *Monde*, le 19 avril. « *C'est bien car cela va permettre d'associer tout le monde à la deuxième partie du quinquennat.* »

## Contre ce gouvernement et tous ses soutiens...

La révolte exprimée par le surgissement des Gilets jaunes s'approfondit. Depuis une semaine, les personnels des urgences de l'AP-HP, parce qu'ils n'en peuvent plus du désastre, de la catastrophe organisés par les plans successifs contre l'hôpital public, ont décidé la grève sans demander l'autorisation à personne. La grève massive, partie d'en bas, s'étend, s'amplifie. Elle est partie d'en bas, faisant écho à ce qui s'exprime dans un grand nombre de grèves et conflits partiels.

C'est bien cette résistance qui est la marque, le moteur de toute la situation.

Elle nourrit la résistance de tous ces militants ouvriers déterminés à agir pour que leurs organisations jouent leur rôle.

« *C'est unis, tous ensemble, par la grève massive, que nous parviendrons à bloquer, à les faire reculer, à défaire ce gouvernement et sa politique* », concluait l'appel adopté le 30 mars dernier par les délégués des comités de résistance et de reconquête. Cette recherche, c'est bien la question du moment.